

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 13 - 1 FRANC - 26-7-1971

LA GARANTIE FONCIÈRE

**LE PANIER
DE CRABES**

LA SAMBA DE LA GAUCHE

De la gloutonnerie de Mitterrand à la constipation de Marchais

La vieille social-démocratie, repeinte en rouge vif au congrès d'Epinais et dopée par la remise sur orbite du play-boy n° 1 de la gauche, François Mitterrand, se sent repousser des ailes. Le beau François rêve de rééditer les opérations électorales juteuses de 1965 (présidentielles) et 1967 (législatives), qui lui ont permis de se trouver à la tête de l'opposition au régime gaulliste en tant que challenger du Général, puis de chef du deuxième groupe parlementaire de la Chambre. Pour cela, il cherche à reprendre les mêmes recettes qui lui ont déjà réussi : collaboration avec le P.C., tout en clignant de l'œil droit vers les radicaux, voire certains transfuges du Centre Démocrate, enfin — mai 68 oblige ! — renforcement du rassemblement par la récupération d'électeurs gauchistes éventuels.

La composition de l'équipe du secrétariat national est à cet égard symptomatique : cinq mitterrandiens venus de la Convention, dont Claude Estier, vieux compagnon de route du P.C., côtoient les deux « gauchistes » du C.E.R.E.S., Sarre et Chévènement, et trois représentants de l'aile droite du Parti, réservée à l'égard de la collaboration avec les communistes : Loô (portecoton de Defferre), Jacquet et surtout Mauroy, le n° 2 du parti ! Le tout forme un groupe de cyniques qui diffère de l'équipe sortante Savary-Mollet, principalement par une volonté de rajeunir les méthodes de propagande (1) socialistes, et de dépoussiérer le style « notable » de l'ex-S.F.I.O.

Face au P.C., Mitterrand modifie la tactique adoptée par Savary : au dialogue idéologique trop abstrait à son goût, il préfère substituer un accord sur un programme commun qui a le double avantage de paraître présenter à l'électeur une solution de rechange crédible à la politique gouvernementale actuelle... et de faire lanterner le P.C. jusqu'en mars prochain, sous le prétexte que le Parti Socialiste ne peut discuter d'un programme commun avec lui tant qu'il n'aura pas établi d'abord le sien.

En fait, Mitterrand se moque du programme socialiste comme de sa première francisque, mais avant d'engager des conversations avec le P.C. et faire mousser son image de marque devant le grand public : les premiers résultats sont d'ailleurs encourageants puisque selon 44 % des Français, il est le leader d'avenir de la gauche (contre 13 % pour Marchais).

L'ennui c'est que ces savantes manœuvres très florentines de style, déplaisent souve-

rainement au P.C., qui a l'impression de se faire mener en bateau. Ce, d'autant plus que Mitterrand, désireux de ne pas paraître comme l'allié inconditionnel des moscovitaires (ce qui effacerait le centre) pose avec une insistance gênante des questions vicieuses au parti. Il l'asticote d'abord sur le problème du respect de l'alternance des partis au pouvoir selon les volontés du suffrage universel et sur la préservation des libertés démocratiques, même pour les mouvements « bourgeois ». Par ailleurs, il a le mauvais goût de parler de la Tchécoslovaquie à temps et à contretemps, et de demander au P.C. ce qu'il pense de la « normalisation » poursuivie à Prague.

Ajoutons qu'il fait en même temps une grande offensive verbale en matière de marxisme, parle « d'exploitation capitaliste », « d'appropriation collective des moyens de production, d'échange et de recherche », de « front de classe », de « mouvement des masses » etc. Bref, Marchais est convaincu que Mitterrand veut à la fois faire aux communistes le coup de la surenchère gauchiste et les tourner sur leur droite en les mettant face à l'opinion, en position de totalitaires mal repentis qui ne pourront vraiment retrouver la grâce démocrate que par l'intercession de Saint-François de Château-Chinon.

Or, tout ceci retourne le couteau dans les plaies communistes : contrairement à leurs confrères italiens, ils ont renoncé à se démarquer de l'U.R.S.S. et à jouer le jeu du parti démocratique à part entière, ce qui leur interdit l'accès au pouvoir par la voie parlementaire. Dans cette perspective, ils seraient enclins à jouer le rôle de perpétuel premier parti de l'opposition aux scores électoraux aussi stagnants que confortables (20 à 22 %), et gérant un solide capital municipal et syndical (C.G.T., S.N.E.S., M.O.D.E.F., etc.). Ce qui les prédispose mal à tolérer une renaissance — même partielle, illusoire et circonstancielle — d'un parti social-démocrate consistant.

Cela explique la lettre franchement désagréable envoyée le 13 juillet par le P.C. aux socialistes. Mais par ailleurs, le P.C. est censé avoir renoncé à la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire, et prétend venir à la tête de la France par les voies électorales. Il ne peut donc rompre ouvertement avec les socialistes et sera obligé de conclure un accord électoral avec eux, ce qui, vraisemblablement, permettra aux deux formations d'améliorer leurs positions électora-

les à la Chambre en 1973, et aux socialistes de progresser en sièges davantage que le P.C., tout en ayant moins de voix que lui.

Mais tout cela ne doit guère inquiéter le pouvoir ! Un accord aussi boiteux et assorti d'arrière-pensées trop visibles ne peut être pris au sérieux par suffisamment d'électeurs pour amener une majorité de gauche au Palais-Bourbon, ce d'autant plus que J.-J. S.-S. et le P.S.U., comme d'habitude, excelleront pour truffer de couacs fâcheux l'incertaine symphonie socialo-communiste.

Le Front Populaire est un excellent épouvantail à moineaux que va pouvoir encore brandir le pouvoir à l'usage des conservateurs stupides que Maurice Pujo sigmatise si bien dans les *Nuées* il y a déjà plus de soixante ans. Il ne saurait être pris au sérieux par les maurrassiens qui, plutôt que de se battre contre les marionnettes de la gauche électorale, se doivent d'attaquer la bureau-technocratie en place et de prendre de vitesse les hommes de la nouvelle extrême-gauche qui essaient de canaliser à leur profit les révoltes des groupes sociaux en révolte contre « l'établissement » actuel.

ARNAUD FABRE

DE RIEUNEGRE.

(1) Tout en demeurant sans grande prise sur les problèmes du pays réel, (cf à cet égard l'article d'Axel Alberg, « Le Socialisme en sursis », dans la N.A.F. du 14 juillet 1971).

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

La Garantie Foncière

Le panier de crabes

M. André Rives-Henrys, député de Paris, est donc inculpé. La justice va pouvoir accomplir sa tâche en toute indépendance, à l'abri des pressions politiques et financières. MM. Pompidou et Chaban-Delmas continueront de s'en féliciter et de rappeler que le gouvernement a, dès le début, laissé se développer des poursuites mettant en cause des personnalités de la majorité. Celle-ci sera contrainte de s'auto-épurer en plaçant sur la touche les gens compromis : M. de Grailly ne s'est pas représenté aux récentes élections municipales, M. Rives-Henrys vient d'être « mis en congé » de l'U.D.R. et MM. Rochenoir et Roulland n'ont certainement aucune chance d'obtenir à nouveau l'investiture de ce parti aux législatives de 1973. Qu'importe, la majorité n'en sera qu'un peu plus « pure et dure ».

M. Giscard-d'Estaing fait remarquer malicieusement que les républicains indépendants sont « innocents ». L'opposition réclame toute la vérité puisqu'elle ne peut qu'être étrangère à l'affaire de la Garantie Foncière. La Commission des Opérations de Bourse (C.O.B.) voit son autorité consacrée ; moraliser les transactions financières, telle est son ambition que les « honnêtes gens » partageront. Les industriels respirent : l'enfant terrible du capitalisme français, le groupe Agache-Willot, est également soumis à la vindicte de l'opinion et les juges commencent à s'intéresser de près à ses activités.

Les souscripteurs se sont regroupés pour la défense de leurs intérêts ; la presse ne leur ménage pas son appui, discrète néanmoins lorsqu'il s'agit de déterminer avec précision les véritables responsables. Bref, tout le monde ou presque est plus ou moins satisfait, à l'exception de quelques inculpés qui serviront sans doute de boucs émissaires. Disgrâce peut-être temporaire si l'on en juge par le sort réservé à Pouillon dans le scandale immobilier du Comptoir National du Logement déclenché voici dix ans : sorti de prison, Pouillon se retrouva plus célèbre qu'avant d'être poursuivi et son auréole de martyr a vraisemblablement contribué à lui organiser une nouvelle carrière très fructueuse.

QUI EST RESPONSABLE ?

Au fait, de quoi s'agit-il ? Grâce à des lacunes de la législation existante, des sociétés civiles immobilières ont pu se constituer librement depuis quelques années et se livrer en fait à des opérations commerciales dont le bénéfice est en principe réparti entre les souscripteurs. La Garantie Foncière a largement utilisé cette possibilité et la plupart des autres sociétés civiles immobilières se trouvent dans son cas. Qu'en l'occurrence l'argent des souscripteurs

ait été mal utilisé ou employé à des fins frauduleuses par les gestionnaires de cette société, l'enquête judiciaire le fera savoir. Il est à notre avis aussi important, sinon plus, de savoir comment cette situation a pu se créer, plutôt que de déterminer l'étendue des malversations éventuelles de tel ou tel.

Or, il est indéniable que, dès l'origine de la V^e République, les pouvoirs publics n'ont guère cherché à corriger les vices du marché de l'immobilier. Bien au contraire, le premier grand scandale de ce régime est celui du Comptoir National du Logement où se trouvèrent compromis le préfet Paul Haag et Fernand Pouillon qui, en 1958, avait été pressenti pour se présenter aux élections législatives sous la bannière de l'U.N.R. Le nom de M. Joël Le Tac, député de Paris et président de la Fédération U.N.R. de la Seine à cette époque, sera même avancé par plusieurs journaux, ce qui donna lieu à un procès en diffamation gagné par l'intéressé.

Depuis, de nombreux scandales immobiliers se sont produits. Pratiques de notaires véreux, compromission auprès de promoteurs douteux, krachs financiers tels que celui de la Banque Martinon à Nice, il ne se passe pas de semaine sans qu'une affaire importante éclate au grand jour. Ici, c'est le scandale immobilier de l'île de Ré, origine de la discorde entre M. Philippe Dechartre, secrétaire d'Etat U.D.R. à l'Emploi, et M. Salardaine, ancien député-maire U.D.R. de La Rochelle ; là, c'est la faillite du promoteur Chalvet à Cannes où de nombreux épargnants attendent toujours leur remboursement. Mais l'Etat lui-même, dans ses propres opérations administratives, n'est pas exempt de critiques.

UNE SPÉCULATION GÉNÉRALISÉE

Le gouvernement semblait avoir admis jusqu'à présent que la hausse constante des prix et des profits sur le marché de l'immobilier était un dogme intangible. La libéralisation de ce secteur, encouragée notamment par la loi de finances du 31 décembre 1964, était considérée comme indispensable à la réalisation d'équipements collectifs et de logements dont notre pays connaît une certaine pénurie.

Dans ses propres travaux, l'Etat a admis d'importants dépassements de prix au profit des promoteurs dont la Cour des Comptes a signalé à diverses reprises le caractère anormal. Le scandale de La Villette vient immédiatement à l'esprit, mais il en est d'autres : le coût de certaines infrastructures routières ou autoroutières, voire sportives telles que celles des J.O. de Grenoble, ou encore celles de la construction du R.E.R., des halles de Rungis ou des travaux de la

voirie parisienne. Que le prix terminal soit deux ou trois fois supérieur au prix initial du marché semble tout à fait naturel. Ce qui l'est moins, c'est que les raisons précises de ces dépassements ne sont jamais explicitées de façon claire.

DES VICES INHÉRENTS AU SYSTÈME POLITIQUE

L'exemple manifesté par l'Etat dans la gestion de ses propres crédits, joint à la faveur dont le secteur immobilier a longtemps bénéficié, constitue sans nul doute un climat favorable au développement d'escroqueries qui ne sauraient trouver meilleur terrain de prédilection que le marché immobilier. Depuis 1962, celui-ci a pris le relais de la Bourse dont la baisse régulière a découragé les épargnants. L'investissement dans la pierre était devenu un véritable mythe social auquel une opinion publique conditionnée accorde encore une confiance quasi aveugle. En effet, tout ce qui a trait à la construction intéresse au plus haut point les Français auxquels, paradoxalement, on a présenté les opérations immobilières comme plus morales que les placements boursiers.

La tendance est aujourd'hui renversée. La Bourse, dont on ne saurait nier l'intérêt économique, revient à l'honneur. Son caractère hautement spéculatif n'a pourtant point disparu malgré les efforts de la C.O.B. Les difficultés de la Garantie Foncière risquent d'écarter les épargnants des placements immobiliers et, après La Villette, le scandale prend une dimension politique marquée. C'était inévitable.

Soumis aux fluctuations des groupes de pression et des intérêts particuliers, l'Etat républicain ne saurait arbitrer efficacement entre ceux-ci. Aussi est-il incapable de prévenir par une législation appropriée et de trancher entre les activités conformes ou non à l'intérêt national. Il ne peut que réprimer lorsque la crise a atteint un degré tel que son existence se trouve mise en danger.

Il ne pourra agir autrement à l'égard des scandales présents. Comment mettre fin à celui de La Villette ? Dilution des responsabilités, complication des procédures, défaillances législatives et parlementaires, jeu de bascule entre les conflits d'intérêts, telles sont les caractéristiques de la démocratie politique. Depuis l'affaire de Panama jusqu'à la Garantie Foncière, le siècle d'histoire républicaine est jalonné de scandales restés impunis. Forcément : le plus grand scandale est le maintien de l'Etat républicain à l'égard duquel toutes les autres turpitudes s'abritent.

JACQUES DELCOUR.

GEORGES FRIEDMANN, la puissance et la sagesse

2 : la recherche d'une sagesse

L'analyse des sociétés développées contemporaines conduit Georges Friedmann à conclure à leur échec sur le plan humain (1). L'homme, plongé dans le milieu technique qu'il a créé, souffre de déséquilibres qu'il est incapable de surmonter. Irions-nous vers le monde qu'annonçaient Huxley ou Orwell ? Friedmann pense que si le danger existe, aucune fatalité ne nous entraîne vers ce « meilleur des mondes ». Tout, dit-il, peut être encore sauvé si l'homme parvient à découvrir « pour lui-même et pour les autres, des moyens de compenser son excès de puissance par une nouvelle vision du monde, de la vie, du bonheur : par un contrôle de soi impliquant des options, des valeurs, une sagesse. » C'est là l'idée essentielle de Friedmann, celle qui sert de fondement aux solutions présentées dans la conclusion de son livre. Car Friedmann ne croit plus au rôle primordial des institutions. Selon lui, le nouvel équilibre du monde de demain sera découvert si l'homme réussit d'abord sa « conversion intérieure », s'il rompt avec les mythes du progrès, avec le vertige de la consommation pour prendre son sort en main.

Prenons acte de la méthode, nous réservant de dire plus loin ce que nous en pensons, et suivons Friedmann dans sa recherche. Car pour qu'il y ait conversion intérieure, il faut que des valeurs, des buts, des forces spirituelles soient proposées à l'adhésion de l'homme. Mais ces valeurs existent-elles encore aujourd'hui, ces forces sont-elles capables de réponse à l'angoisse de l'homme moderne, de résoudre la crise de civilisation à laquelle il est confronté ? Ou bien faut-il que l'homme réinvente des valeurs et suscite une nouvelle spiritualité ? C'est en fait vers la seconde solution que Friedmann penche, après avoir recherché dans les grandes religions et dans les grandes idéologies contemporaines ce qu'elles pouvaient apporter au monde contemporain.

CATHOLICISME, JUDAÏSME OU HINDOÏSME ?

C'est par l'étude des grandes forces religieuses que l'agnostique Friedmann com-

mence sa quête d'une sagesse pour les temps modernes. Mais aucune d'entre-elles ne lui semble capable de réagir victorieusement contre la civilisation technicienne. Ainsi, l'Eglise catholique se refuse-t-elle à lutter pour la maîtrise du milieu technique. C'est que le catholicisme est une religion de masse. Par peur de se séparer du Nombre, elle ne peut engager contre la société de consommation un combat qui, croit-elle, la rendrait impopulaire. Il y a certainement du vrai dans cette explication. Elle a l'avantage de laisser supposer que la doctrine catholique reste intacte et que l'Eglise ne pêche que par démagogie. Mais les actes de foi dans la technique, que cite Friedmann, ne sont-ils que le reflet d'une attitude tactique ou bien traduisent-ils une adhésion réelle à l'idée d'un progrès infini et tout matériel ? Toujours est-il que le catholicisme d'aujourd'hui déçoit Friedmann.

Dans sa recherche d'une sagesse, ce Juif va-t-il renouer avec la religion de ses ancêtres ? Là encore, sa quête est un échec, car, du fait de son histoire, le judaïsme est « concentré sur sa différence », il n'est plus qu'une religion d'initiés. « Le judaïsme », écrit Friedmann, n'est plus, dans son essence et son existence, ouvert sur l'universel et je ne crois pas que dans la condition juive s'expérimente aujourd'hui la condition humaine. » C'est qu'actuellement les meilleures forces spirituelles du judaïsme d'une part se consacrent à l'exégèse des textes anciens et d'autre part, se mobilisent sur le présent et sur l'avenir d'Israël. Après un catholicisme trop soucieux de popularité, un judaïsme renfermé sur lui-même.

Faut-il désespérer des religions, ou bien la lumière viendrait-elle de l'Orient, et plus précisément de l'hindouïsme. Quelques-uns aujourd'hui le croient, et Friedmann serait sans doute tenté par cette religion qui satisfait son penchant fondamental pour le libéralisme, pour la tolérance. Ce qui le frappe en effet dans le mysticisme oriental, c'est qu'il préconise l'union de toutes les forces spirituelles, c'est que le gourou « n'exclut rien puisque sa religion est une vision métaphysique de l'univers où tout peut être intégré. » De plus, la spiritualité hindoue rejoint la préoccupation principale de Friedmann puisque ses adeptes « mettent l'accent sur l'intériorité sur l'effort spirituel de l'in-

dividu, dénoncent les illusions, excès et désordres du progrès matériel, de l'agitation extérieure, des jouissances et des puissances. » Cependant, cette religion ne peut apporter de réponse satisfaisante aux difficultés concrètes de l'homme d'aujourd'hui car elle ne s'est pas préoccupée des moyens qui permettraient au plus grand nombre d'accéder à la sagesse. Dès lors, montre Friedmann, cette spiritualité s'est trouvée rejetée vers l'inhumain ou le surhumain, elle s'est condamnée à n'exercer aucune influence tangible sur le monde contemporain.

LE MARXISME

Disciple de Marx avant la guerre, Friedmann n'éprouve plus maintenant aucun attrait pour cette doctrine. Le spécialiste du développement des techniques a découvert que la matière, l'économie, la technique, n'étaient pas tout, que la conception marxiste de l'homme était appauvrissante, mutilante. Car Marx considère exclusivement l'homme comme un « producteur, défini, dans une société de classes, par les "rapports de production" où il se trouve à la fois inséré et agissant », ce qui lui interdit de saisir l'homme concrètement, dans sa famille, sa profession et sa nation. Incapable d'introduire à une meilleure connaissance de l'homme, le marxisme n'est en outre d'aucune utilité pour la compréhension du monde d'aujourd'hui. En effet, montre Friedmann, Marx « n'a pas prévu le développement d'un milieu technique commun à toutes les sociétés industrielles, il n'a pas étudié les attitudes et représentations caractéristiques des mentalités ouvrières, diverses selon les contextes nationaux, les traditions, les cultures, les réactions variées au travail mécanisé selon les catégories professionnelles, les données anthropologiques, les origines des travailleurs. »

Piètre sociologue, Marx n'était pas meilleur prophète : l'homme nouveau qu'il annonçait n'a pas vu le jour et, bien au contraire, le Soviétique moyen tend aujourd'hui à rejoindre l'Américain moyen dans le même déséquilibre.

Quant à ceux qui espèrent que l'homme nouveau naîtra en Chine, Friedmann leur

(1). Voir notre précédent article dans la NAF, n° 12.

oppose d'excellentes raisons : « croire que l'homme dans le dénuement est une "page blanche" sur laquelle on peut tracer tout ce qu'on veut "de plus nouveau et de plus beau", c'est là l'hyperexpression d'une doctrine coupée de toute réalité psychologique. C'est une forme exaspérée de la négation de toute anthropologie, une affirmation paroxystique et paradoxale du primat de "l'au-dehors". C'est rayer d'un trait de plume ce que sont déjà les paysans pauvres dont on entreprend le façonnement, ce qu'ils tendent à devenir (et qui peut être très varié) lorsqu'ils auront cessé d'être pauvres, les influences qu'ils subiront d'un milieu économique, culturel et d'une vie quotidienne — transformés. »

L'ILLUSION SCIENTISTE

Le marxisme proprement exécuté, il restait à analyser la dernière grande religion contemporaine, celle de la science. Peut-être est-ce aujourd'hui la religion dominante bien que la plus récente. En tout cas, l'opinion qui consiste à faire précéder le progrès social et moral des progrès de la science et de la technique paraît très justement constituer aux yeux de Friedmann « une des principales illusions des temps modernes ». Pourtant l'esprit scientifique ne manque pas de solides arguments : la multiplication des ordinateurs ne libérera-t-elle pas l'homme de toutes les tâches secondaires ? Le développement de la prévision et de la perspective ne va-t-il pas entraîner la maîtrise de l'économie ? Et la conquête de l'espace ne marque-t-elle pas le début d'une nouvelle ère ? C'est oublier, répond Friedmann, que la machine ne peut être totalement substituée à l'homme, qui devra donc toujours assumer un certain nombre de « tâches asservies », c'est surtout oublier que la cybernétique risque d'être un facteur de nouveaux déséquilibres car « elle se flatte de donner congé à l'homme sans se préoccuper de le reloger ailleurs et mieux ». Quant au développement de la perspective, on ne voit pas en quoi il peut atténuer les déséquilibres de la civilisation technicienne. De plus, note justement Friedmann, « calculer où l'on va, avec toute la rigueur qu'assurent les ordinateurs, ne délivre pas de l'obligation de savoir où l'on veut aller. Il me semble qu'aujourd'hui la multitude et le raffinement des études de prévision s'accompagnent d'une carence dans la définition de buts autres que particuliers et à court terme. » La conquête de l'espace enfin, malgré ses aspects positifs, débouche sur une nouvelle mythologie qui contribue à conditionner l'homme, à le divertir de ses problèmes essentiels, sans pour autant réduire les déséquilibres auxquels il est confronté.

La religion du progrès scientifique avec ses grands prêtres tels que Louis Armand, Jean Fourastié ou Teilhard de Chardin est bien la pire des illusions.

Au terme de cette vaste recherche, Friedmann n'est donc pas parvenu à découvrir la sagesse qui lui semble nécessaire pour surmonter la crise de civilisation. Sans doute peut-on faire quelques réserves sur la manière de procéder : chercher dans une reli-

gion la réponse à une unique question, en dehors de toute interrogation sur la vérité profonde de ce qu'elle enseigne est une méthode pour le moins discutable. Il est vrai que ce n'était pas l'objet du livre. Toujours est-il que cette recherche est passionnante et qu'elle soulève ou répond à des questions que beaucoup certainement, se posent tout bas. Ceux-là prendront en considération les jugements de Friedmann plus que tous les autres, car c'est un scientifique qui condamne le scientisme, un sociologue qui réfute le marxisme, un Juif qui juge le judaïsme. Dans sa critique, Friedmann sait aller à l'essentiel et nous ne pouvons que marquer notre accord avec la plupart de ses jugements. Mais il en va différemment pour les solutions qu'il préconise.

(à suivre.)

BERTRAND RENOUVIN.

LE SÉNAT RÉGIONALISTE ?

Les sénateurs vont-ils relancer le débat sur la régionalisation ? Telle est la question qu'on peut se poser après la conférence de presse tenue par MM. André Mignot et Jean-François Gravier dans les locaux de « La Fédération » (1), le vendredi 9 juillet 1971. La Nouvelle Action Française était représentée à cette manifestation par Christian Dujardin qui livre ci-dessous ses impressions à nos lecteurs.

✱

On aurait pu croire, après l'échec du référendum du 28 avril 1969, que le thème de la régionalisation présentait désormais trop de risques pour que des responsables politiques le reprennent à leur compte et cherchent à le faire accepter par l'opinion publique. La région, en tant que collectivité territoriale, n'a pas droit à l'existence dans la « Nouvelle Société » de M. Chaban-Delmas, et M. Marcellin la méconnaît également quelque peu malgré l'intérêt indéniable qu'il porte depuis plusieurs mois aux collectivités locales. Et bien que, dans son récent discours de Saint-Flour, le Président de la République vienne de faire connaître que le gouvernement n'avait pas renoncé à

régionaliser, il est encore trop tôt pour savoir si cette déclaration d'intentions sera ou non suivie d'effets.

Paradoxalement, c'est du Sénat que proviennent les premières initiatives importantes en faveur de la relance de la régionalisation. Sous l'égide de MM. André Mignot, sénateur-maire de Versailles, Jean-François Gravier, auteur du célèbre « Paris et le Désert Français », ainsi que d'autres personnalités représentatives de différents courants politiques et des mouvements régionalistes, une commission a été constituée en 1970 dont les travaux ont abouti au dépôt d'une proposition de loi sur la régionalisation au Sénat. MM. Mignot et Gravier en ont analysé les principales caractéristiques au cours de leur conférence de presse.

Pour les auteurs de la proposition, il est apparu nécessaire de conserver une partie des dispositions de la loi référendaire de 1969, et notamment l'architecture de ce projet. Toutefois, le nouveau texte diffère du précédent dans son contenu et surtout dans son esprit.

M. Gravier a très justement rappelé qu'il était préférable de disposer d'un texte souple susceptible de provoquer un large consensus en sa faveur plutôt qu'un document théorique qui eût suscité des oppositions trop marquées. Pour cette raison, le rôle du département n'a pas été rabaisé, mais celui de la région a été valorisé ; de cette manière, les partisans de l'un et de l'autre peuvent s'estimer satisfaits.

Apporter des réformes concrètes, utiles et efficaces : telle était l'ambition des membres de la commission, et l'analyse du texte soumis aux sénateurs relève cette préoccupation constante.

La région y est définie comme une collectivité territoriale, ce qui est nouveau. La gestion de ses intérêts serait confiée à un conseil entièrement élu, l'Etat n'intervenant pas dans la désignation de ses membres. Disposant de ressources propres dont certaines seraient transférées par l'Etat à son profit, la région connaîtrait une tutelle allégée exercée par le préfet de région. Ce dernier cesserait d'ailleurs d'administrer un département, comme c'est le cas actuellement.

Assisté d'un conseil consultatif à caractère socio-économique, le Conseil régional aurait compétence en matière d'équipements collectifs qui ne présentent pas un aspect national. En outre, d'autres attributions seraient reconnues à la région, notamment à l'égard des programmes de construction et d'urbanisme ; elle serait enfin associée à la préparation des tranches régionales du Plan.

C. D.

(1) La Fédération, 3, rue Chauveau-Lagarde, Paris (8^e).

Les conflits dans notre société

Une fois de plus, les « Semaines Sociales de France » se sont tenues, à Rennes cette année, et centrées sur le thème des conflits dans la Société.

La presse quotidienne a rendu compte de cette session, sans d'ailleurs tellement présenter en profondeur les problèmes soulevés, et nous n'y reviendrons pas. Les actes en seront d'ailleurs publiés, et l'on peut s'y référer.

UN PROBLÈME POLITIQUE

Notre objet, aujourd'hui, est plutôt d'évoquer ce problème essentiellement politique qui était le sujet des débats des congressistes. Politique, et pourtant jamais envisagé comme tel au cours de la plupart des réunions et des compte rendus qui en ont été faits. Politique, non pas de par la nature de ces conflits, mais de par la nature des seules solutions que l'on puisse y apporter ; l'angélisme et la seule recherche de « patients dialogues entre les divers partenaires » n'ayant jamais permis de maintenir la cohésion du corps social et de prévenir le durcissement des oppositions.

Les conflits existent donc, dans une société, aussi bien dans les secteurs familial et professionnel, économique, social et politique, qu'au plan culturel, idéologique, et même ethnique. On a parlé de « Société bloquée » pour caractériser cette radicalisation d'antagonismes divers, cette généralisation des affrontements que nous vivons, des contradictions que nous observons tous les jours ; il suffit d'évoquer les problèmes des agriculteurs face à leur environnement économique, ceux des vieillards refusés par la société, ceux des étudiants immergés dans une Université totalement coupée du Pays Réel, ceux de certains militaires..., ceux des conservateurs confrontés à un monde en plein bouleversement...

Ce n'est pas en s'accommodant des conflits que l'on construit une société ; ne serait-ce que parce qu'il n'est pas tolérable que les groupes sociaux soient en mesure d'imposer leurs conceptions du bien commun, ou tout simplement ce qu'ils considèrent comme les conditions de leur bien personnel. Une société doit ainsi se donner les moyens d'assumer ces conflits, c'est-à-dire de se donner les moyens d'en analyser les causes, d'en maîtriser la croissance, d'en prévenir l'éclatement ; c'est aussi se donner les moyens de promouvoir les tendances profondes à l'Unité, qui, par delà les apparences d'une « société en miettes », s'inscrivent contre tous les processus plus ou moins artificiels de fragmentation.

L'enseignement de l'Ecole d'Action Française a toujours mis l'accent sur le rôle essentiel des institutions dans la vie d'une société ; et les seules vraies satisfaisantes pour assumer les conflits, sont des institutions naturelles, autrement dit, non subver-

tives par l'idéologie démocratique ; la construction sociale étant, dans l'hypothèse la plus efficiente, coiffée, fédérée par l'institution monarchique.

On peut se situer à deux niveaux. Le premier est de déceler et contrôler, nous l'avons dit, la croissance des conflits sociaux, les admettre, bien sûr, car ils ne peuvent être effacées qu'avec leurs sources, reconnaître la valeur des causes ou des partenaires en présence, reconnaître l'enjeu qui fait naître les antagonismes. Or, comme l'écrit Alain Barrère, « cet enjeu n'est souvent que la prétention d'imposer une conception, une situation, une règle différente de celle découlant d'une valeur ou d'un système de valeurs jusque là privilégiés et perdant peu à peu leur prééminence dans la conscience commune. C'est pourquoi, à côté des conflits d'intérêts inspirés par l'égoïsme des hommes, on peut se demander à bon droit si l'enjeu le plus déterminant n'est pas entre l'ancien et le nouveau, entre la conservation et la novation » ; il s'interroge ensuite : « Quelles normes de vie communautaire permettront au groupe des milieux sociaux de trouver une issue à l'opposition permanente de leurs prétentions incompatibles. »

Par ailleurs, le doyen Ricœur analysait le refus des institutions actuelles par certains groupes comme la constatation intuitive de l'absence du « grand dessein collectif » ; dessein que la démocratie ne sait pas éveiller, ou même conserver ; ce vide est ressenti par les plus jeunes. « N'étant pas satisfaits, ils pensent, en dehors de toute rationalité, qu'il faut détruire pour reconstruire ensuite. Ils se laissent aller à un recours, celui de l'expérimentation sauvage ». Face à ces actions, et aux réactions qu'elles font naître, M. Ricœur ressent le besoin d'un médiateur qui explique les réactions des révoltés, qui ne sont pas tous des subversifs, et aux contestataires, la nécessité d'une construction sociale dans la violence serait exclue ; en définitive, M. Ri-

cœur, comme les autres participants, ne sait comment la société peut assumer ses conflits.

LES SOLUTIONS PAR L'ANALYSE D'ACTION FRANÇAISE

La monarchie traditionnelle française n'aurait-elle pas été la seule à incarner un « grand dessein collectif », la construction, et la survie de la nation française ? L'analyse d'Action Française a toujours conclu à ce que seule la monarchie traditionnelle était capable en France de réunir, d'intégrer toutes les tendances qui s'inscrivent à l'encontre des processus de fragmentation, qu'elle était le seul principe directeur efficace qu'il convenait de proposer à notre société pour dépasser l'opposition grandissante entre les divers antagonismes sociaux, qu'elle était la seule capable de proposer des normes de vie communautaires qui permettrait de réduire les oppositions.

Enfin, les individus ou groupes sociaux, en tant qu'agents économiques, que producteurs de biens et services, se situent aux divers stades des filières concernées comme ayant des intérêts concurrents ; cependant toutes ces personnes en cause sont concernées par un seul produit, plus ou moins élaboré ; il est donc nécessaire de les organiser à deux fins, les associer dans le partage des risques et des profits, et leur donner un pouvoir de négociation face à un environnement concurrentiel et aux groupes de pression socio-politiques. Les seules institutions efficaces, nous y reviendrons, semblent bien être, après tout les essais mis en œuvre. Les institutions de type corporatif authentique.

Nous pourrions aussi évoquer tous les conflits ayant pris naissance dans la centralisation, et qui n'ont guère été évoqués. Là encore, si la décentralisation permet d'en effacer la cause, elle est en plus un facteur

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)
 demeurant (rue) n°
 à (ville) (département)
 souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
 (Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)
 ● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
 ● chèque bancaire joint
 ● mandat-lettre joint

Date et signature :

d'efficacité et d'ordre dans la société. Le D.A.F. sur les institutions locales s'y est suffisamment étendu, mais il y aurait toute une étude cybernétique de la société à faire qui peut très bien s'insérer dans une analyse d'Action Française.

L'intérêt des Semaines Sociales trouve là toute sa limite, dans cette mesure où elles posent les problèmes au plan de l'éthique, d'une certaine morale, au plan sociologique, qu'elles cherchent à y répondre sur ces mêmes terrains en se refusant à mettre en cause les conditions politiques et d'envisager le problème des institutions. Ce faisant, comme la plupart des démocrates sincères, leurs membres sont dans l'impasse, et se bornent à le constater, ou à proposer des solutions utopiques.

Notre force est de ne pas hésiter à remettre en cause tout l'environnement politique. Ce faisant, nous représentons la seule force intellectuelle opérationnelle pour proposer les solutions politiques qui permettent à notre société d'assumer ses conflits.

B. DREYFUS.

LE COMITE NATIONAL POUR LA CELEBRATION DU BI-CENTENAIRE DE GEORGES CADOUAL COMMUNIQUE :

Une médaille commémorative vient d'être frappée par la Monnaie de Paris à l'effigie de Georges Cadoual. Gravée par le Comte de Courcy, elle présente à son revers la chouette dont le cri était le signe de reconnaissance des chouans. (Bronze au diamètre de 68 mm.)

Cette médaille est à votre disposition dans les locaux de la Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}), au prix de 40 F (port en sus 5 F).

PERMANENCES D'ÉTÉ

BORDEAUX

Permanence tous les jeudis à 21 heures, chez M. J.-J. Boisserolle, 44, rue des Remparts, 33 - Bordeaux.

FEDERATION FLANDRES - ARTOIS PICARDIE

Pour tous renseignements, s'adresser en juillet à : M. Bataille, 1, avenue de l'Architecte-Cardainier, 59 - Lille.

PARIS

Jusqu'au 15 août, nos locaux, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}), seront ouverts tous les jours (sauf le dimanche), de 15 heures à 19 h 30.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

REUNION DES CADRES

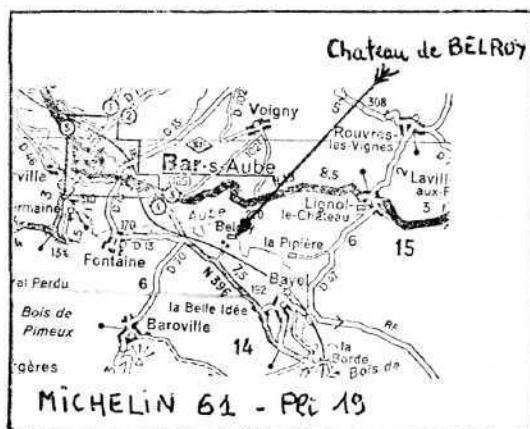
Une journée de travail destinée aux cadres de la N.A.F., sous la présidence effective de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'Action Française, aura lieu au camp le 31 juillet de 10 à 18 heures. Les participants doivent nous indiquer à l'avance le nombre de repas à prévoir et les chambres d'hôtel à retenir.

CAMP 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tient actuellement en Champagne. Les visiteurs sont priés de s'annoncer à l'avance en écrivant au chef du camp. Le prix du repas pris au camp est fixé à 15 F. Les personnes non annoncées pourront se voir refuser l'accès au camp.

Journée "Portes ouvertes"

**CHATEAU DE BELROY
10 - BAYEL
1^{er} AOUT**



- 10 heures : Accueil de la population de l'Aube et de nos militants et sympathisants.**
- 13 heures : Repas. Ceux qui le désireront trouveront sur place sandwichs et boissons.**
- 15 heures : REUNION D'ACTION FRANÇAISE.**

Allocutions de :

G.-P. WAGNER, président du Comité directeur de l'Action Française.

Arnaud FABRE de RIEUNEGRE.

Nicolas KAYANAKIS.

Gérard LECLERC, Rédacteur en Chef de la "N.A.F."

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Notes de voyage :

TRAIASCA BUCURESTI !

Il y a la Roumanie, et puis il y a Bucarest.

Il y a la Transylvanie et ses Carpathes, quelques souvenirs austro-hongrois et les rythmes effrayants d'une rhapsodie d'Enesco. Il y a la Moldavie et la Valachie, la première Roumanie historique, les « Principautés-unies », plus latines, le Danube qui vient y mourir sans trop savoir dans quelle direction, et les estivantes de Mamaia, pour faire rêver les usagers du métro parisien. Et puis, il y a Bucarest...

*

Prenez le bois de Vincennes, les rues de Barcelone, les hôtels d'une ville d'eau allemande, les faubourgs d'une capitale sud-américaine, les quartiers résidentiels d'Istanbul, un peu de rigueur moscovite. Secouez énergiquement, et servez chaud : voilà Bucarest.

L'Orly local (qui ressemblerait plutôt à Mérignac...), c'est Baneasa. Délaissant l'aéroportul, qui vous incitera à penser qu'il suffit d'ajouter « ul » aux mots français pour parler roumain (nous en reparlerons), vous franchissez un pont : il traverse dans son resserrement le plus exigu une ceinture de lacs (lacul, soit dit en passant) qui couronne Bucarest au Nord. Un coup d'œil à droite : ce n'est pas l'Université de Moscou (et pourtant !), mais le combinat typographique de la *Scinteia* (l'Étincelle, l'Huma du coin), derrière un Lénine de bronze. Tout autour, des arbres : le parallèle avec Boulogne ou Vincennes n'est pas surfait ; même disposition, même clientèle, mêmes occupations : canotage, traine-savate, crapahut pour les scouts (qui sont ici des pionniers), tendres apartés. En fait, c'est presque décevant : le premier contact avec Bucarest laisse une impression de déjà vu... qui atteint son paroxysme en arrivant à l'*Arcul de Triumf* ; sans les dimensions, la confusion serait aisée : mêmes proportions, même inspiration... il ne manque que la flamme ; elle est à l'autre bout de la ville, et veille sur Gheorgiu-Dej, l'Ulbricht local. Passée cette mini-Etoile (Etoilul ?), tout change et Bucarest s'offre dans son originalité.

PANORAMA

Les faubourgs, d'abord, immenses : à croire que Bucarest est un immense faubourg avec un centre accessoire, pour la forme. S'il fait chaud, l'on cherche en vain du monde dans les rues : les arbres — innombrables — sont plus utiles que décoratifs. Excepté dans le quartier central, on ignore les immeubles : ce ne sont que des maisons isolées par des jardins, parfois construites dans un style « byzantinisant », pour rappeler que Bucarest était turque au siècle dernier. Au sud, très discrète, coule la Dombrovitza, trop assagie pour qu'on y prête attention ; par temps de pluie, un vrai décor pour Simenon. Mais les tramways y sont insensibles, et leurs sonneries se font fort de rappeler aux touristes spleenétiques qu'il ne faudrait quand même pas confondre la Dombrovitza et le canal Saint-Martin. D'ailleurs, un peu plus loin, le *parcul Libertatii* grouille de monde ; le canotage, vanté dans les prospectus comme « le moins cher des loisirs de Bucarest », attire beaucoup de jeunes sur le lac artificiel, sous l'œil impavide des soldats qui gardent la haute l'imposant mausolée de Gheorgiu-Dej.

Au pied des arches de granit rouge qui abritent les secrétaires généraux du Parti communiste roumain, Bucarest apparaît dans sa quasi totalité et révèle ses petites églises orthodoxes à doubles coupes et croix épiscopales, sobres dans leur architecture et toutes pratiquement similaires.

CENTRE VILLE, TOUTES DIRECTIONS

Nous sommes sur la *Calea Victoriei*, l'un des plus grands axes de la capitale ; au bord, des magasins de *legume-fructe*, une *farmacie*, une *parfumerie*, un *garaje* (attention !), un *coafeur* ; l'*artizanat* est aussi au rendez-vous, ainsi que la *tutungerie*. Apparemment, un (ou une) *tutunge* est ce qu'on appelle en bon français un gadget ; mais les *tutungeurs* sont surtout débiteurs de *tzigareta*, *superiorare* ou non, avec *filtru* ou sans (1).

(1) Exercice. Traduisez, sans dictionnaire si possible : *Interzis de fumare* ; *sapun de toaletta* ; *postul-telegraf-telefoniu*.

Nous sommes vite arrivés sur la *piatza George Gheorgiu-Dej*, le cœur de Bucarest. D'un côté, le ci-devant palais royal, siège du conseil constitutionnel depuis l'élimination des Hohenzollern en 1947 ; en face, l'*Athe-neul român*, qui est en quelque sorte la Comédie-Roumaine ; aux alentours, des bâtiments officiels, dont il serait aisé de dénigrer la sévérité ; il s'en dégage pourtant une atmosphère très « XIX^e siècle », vieillotte et mélancolique, celle qu'on ressent dans les stations thermales autrefois élégantes et animées, quelque peu mornes et délaissées aujourd'hui ; en y choisissant ce seul aspect, Robbe-Grillet eût pu nous faire passer « l'année dernière à Bucarest... ».

(A suivre.)

I. N.



MEMBRE ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 17 Avenue - JUIN 1971 - Numéro 104 - 1 Franc

une nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

Franco : 1 F

Abonnement étudiant : 8 F

Normal : 12 F

C.C.P. A.F. Université

1918-59 Paris